

Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

40 millions pour Novillars

Impossible de passer à côté. *L'Est républicain* en a fait sa première page. Les patients vivent depuis des années dans des bâtiments vétustes. Nombre d'unités n'ont que deux salles de bain et encore lorsqu'elles sont opérationnelles ! C'est dans ces conditions que des projets ont été conçus pour moderniser l'hôpital. Construction d'un pôle de la personne âgée, d'un bâtiment pour la réhabilitation.... Alors pour une fois que l'ARS propose de l'argent à la psychiatrie on ne va pas cracher dessus.

À vot' bon cœur !

Le budget prévu pour la construction de ces nouveaux bâtiments a été calculé il y a plusieurs années, en 2019 précisément. Depuis, l'inflation est passée et les matières premières ont largement augmenté. Alors, pas sûr qu'avec ces 40 millions, tous les bâtiments pourront être construits. Il va falloir racler les fonds de tiroir.

Une direction qui ne sait pas de quoi elle parle

Comme disait Coluche, « quand on a rien à dire, mieux vaut se taire ». Le directeur par intérim a, lui, péroré devant les journalistes en parlant d'une psychiatrie « moderne » dont le but serait de sortir les patients de l'hôpital. Nos collègues retraités ont dû avaler de travers, car cela fait depuis la sectorisation que les équipes n'ont qu'un but, sortir les patients de l'hôpital et c'est pour cette raison que les CMP ont vu le jour. C'est quand même compliqué d'être dirigé par des gens qui n'ont aucune idée de ce dont ils parlent.

Des inepties à répétition

Toujours lui, le directeur a expliqué que deux CMP vont déménager pour des bâtiments plus grands. Celui du service A et du B. Ce n'est pas un luxe, car il n'y avait plus de place pour les entretiens. Oui mais voilà, cela n'augmentera pas le nombre de médecins, de psychologues ou d'infirmiers. Car si les patients doivent attendre des mois pour être pris en charge ou ne voir un médecin que tous les trois mois, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas assez de chaises dans la salle d'attente !

Un petit développement ?

La conclusion de l'article aurait pu enfin lui donner un sens. Le directeur affirme que la santé mentale n'attire plus les professionnels. Dommage qu'il ne se pose pas la question du pourquoi. Peut-être à cause de la dégradation de nos conditions de travail ? Il est vrai que la « modernité » n'est pas dans tous les domaines.

Un recul de la direction

La direction a voulu forcer les médecins à faire des gardes sur le CHU. Ceux-ci ne se sont pas laissés faire et ont pris un avocat. Résultat, les médecins ont gagné et la direction a dû reculer. Comme quoi se battre a du bon.

De la maltraitance

Une collègue du sport a été nommée, faisant fonction de cadre au B. Du coup, son poste s'est retrouvé vacant alors qu'il n'était pas très compliqué d'anticiper. Notre collègue du A a dû la remplacer au pied levé dans certaines unités. Déshabiller Pierre pour habiller Paul...

Marre d'être la cinquième roue du carrosse

Beaucoup de postes ne sont pas remplacés. Des collègues se voient obligées de gérer plusieurs postes en même temps. C'est notamment le cas de nos collègues assistantes sociales.

Mais si la psychiatrie « moderne » veut sortir les patients de l'hôpital, il faut bien des assistantes sociales pour trouver des solutions ! Ce n'est pas une variable d'ajustement.

Martinique : un « accord » qui fait flop

Le 16 octobre, l'État a signé un accord avec la grande distribution et les armateurs prétendant diminuer de 20 % les prix de l'alimentaire sur l'île... qui sont 40 % plus élevés qu'en métropole. De plus, cette baisse ne serait qu'une « moyenne » et concernerait seulement 6 000 produits sur 40 000. Vent debout contre cette demi-mesure mesquine, Rodrigue Petitot, une des figures de la mobilisation contre la vie chère a déclaré : « *On est ultradéterminés. On maintient les blocages, on maintient tout. Le combat, c'est jusqu'à obtenir gain de cause.* »

Une manifestation s'est tenue à Fort-de-France samedi dernier. La lutte continue !

Manche : un nourrisson meurt lors du naufrage d'un bateau de migrants

Un nourrisson a été retrouvé mort après le naufrage d'une embarcation surchargée de migrants tentant de rejoindre clandestinement l'Angleterre. Ce décès porte à au moins 52 le nombre de personnes décédées dans des tentatives de traversée en 2024. Parmi ces victimes figurent régulièrement des enfants.

Et, malgré cela, Paris et Londres continuent de renforcer leurs législations anti-migrants en se lavant les mains des conséquences meurtrières de leur politique.

